



CHAPITRE 10

Loi ratifiant le contrat passé par le gouvernement de la province avec "Les Dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur" relativement à leur école de réforme et leur école d'industrie, appelées "Maison de Lorette" et "Maison Ste-Domitille"

[Sanctionnée le 29 mai 1942]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, décrète ce qui suit:

Contrat
ratifié.

1. Le contrat relatif à la garde, au soin et à l'entretien des enfants du sexe féminin dans l'école de réforme connue sous le nom de "Maison de Lorette" et l'école d'industrie connue sous le nom de "Maison Ste-Domitille", passé le vingt-neuvième jour du mois d'avril 1942, entre le gouvernement de la province et Les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, reproduit comme annexe de la présente loi, est approuvé et ratifié.

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

CHAPTER 10

An Act to ratify the contract entered into by the Government of the Province with *Les Dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur* respecting their reformatory school and industrial school, called *Maison de Lorette* and *Maison Ste-Domitille*

[Assented to, the 29th of May, 1942]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Contract
ratified.

1. The contract respecting the custody, care and maintenance of the female children in the reformatory school known as *Maison de Lorette* and in the industrial school known as *Maison Ste-Domitille*, entered into on the twenty-ninth day of the month of April, 1942, between the Government of the Province and *Les Dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur*, reproduced as a schedule to this act, is approved and ratified.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.

ANNEXE

L'AN MIL NEUF CENT QUARANTE-DEUX, le vingt-neuvième jour du mois d'avril, 1942.

SA MAJESTÉ LE ROI, représentée et agissant aux présentes par l'honorable HECTOR PERRIER, avocat et Conseil du Roi, de la cité et du district de Montréal,

SCHEDULE

ON THE TWENTY-NINTH DAY of the month of April, one thousand nine hundred and forty-two.

HIS MAJESTY THE KING, herein represented and acting by the Honourable HECTOR PERRIER, advocate and King's Counsel, of the city and district of

Secrétaire de la Province de Québec, dûment autorisé aux fins des présentes, aux termes d'un arrêté ministériel en date du 29 avril mil neuf cent quarante-deux, et approuvé le 29 avril 1942, par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et dont copie est annexée aux présentes, ci-après appelée "le gouvernement",

Montreal, Provincial Secretary of Quebec, duly authorized for the purposes hereof by the provisions of an Order in Council dated the 29th of April nineteen hundred and forty-two, and approved on the 29th of April, 1942, by His Honour the Lieutenant-Governor, whereof a copy is attached hereto, hereinafter called "the Government"

Partie de Première Part.

Party of the First Part,

ET

AND

"LES DAMES RELIGIEUSES DE NOTRE-DAME DE CHARITÉ DU BON-PASTEUR", une corporation religieuse dûment constituée, ayant son principal établissement au No 104 de la rue Sherbrooke est, en la cité de Montréal, dans la Province de Québec, et ci-après appelée "Les Dames Religieuses", agissant aux présentes par la Très Honorée Dame Yvonne Legris, en religion Mère M. Hélène de la Croix, Supérieure Provinciale, dûment autorisée à cet effet en vertu d'une résolution du Conseil de la dite communauté, en date du dix-huitième jour d'avril, mil neuf cent quarante-deux, dont copie certifiée a été et restera attachée à l'original des présentes, après avoir été signée *ne varietur* par la dite Mère M. Hélène de la Croix,

"Les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur", a duly incorporated religious corporation, having its chief establishment at No. 104 Sherbrooke Street East, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, and hereinafter called "*Dames Religieuses*", herein acting by Reverend Yvonne Legris, in religion Mère M. Hélène de la Croix, Provincial Superioress, duly authorized for the purpose under a resolution of the council of the said community, dated the eighteenth day of April, nineteen hundred and forty-two, a certified copy whereof has been and will remain attached hereto after having been signed *ne varietur* by the said Mère M. Hélène de la Croix,

Partie de Seconde Part.

Party of the Second Part.

Lesquelles parties ont fait entre elles les conventions et stipulations suivantes, savoir:

1 — Les Dames Religieuses, dûment autorisées aux fins des présentes, en vertu d'un consentement de Son Excellence Monseigneur Joseph Charbonneau, Archevêque du diocèse de Montréal, en date du deux mai, 1942, porté à la fin du présent acte, s'engagent à recevoir, loger, nourrir, vêtir, entretenir et instruire tous les enfants du sexe féminin qui seront envoyées à leur Ecole de Réforme communément appelée "Maison de Lorette", ou à leur Ecole d'Industrie, communément appelée "Maison Ste-Domitille," situées lesdites deux écoles à Laval-des-Rapides, dans le comté de Laval, à donner à ces enfants tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en

Which parties have covenanted and stipulated between themselves as follows, namely:

1 — The *Dames Religieuses*, duly authorized for the purposes hereof, in virtue of a consent of His Excellency Joseph Charbonneau, Archbishop of the diocese of Montreal, dated the second of May, 1942, written at the end of this deed, undertake to receive, lodge, feed, clothe, maintain and instruct all the female children who will be sent to their reformatory school commonly called "*Maison de Lorette*", or to their industrial school, commonly called "*Maison Ste. Domitille*", both the said schools situated at Laval des Rapides, in the county of Laval, to give such children all necessary care, both in health and in sickness, and in the event

maladie, et au cas de décès, à faire inhumer à leurs frais tous les corps qui ne seraient pas réclamés par leurs familles, à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge et en général à traiter les dites enfants tant pour ladite École de Réforme que pour ladite École d'Industrie, et les assujettir à l'ouvrage de manière à donner parfaite satisfaction, et à remplir le but pour lequel sont créées lesdites écoles.

2 — Le gouvernement nommera un médecin traitant, un dentiste et un spécialiste, pour les soins médicaux à être donnés aux enfants confiées aux Dames Religieuses, comme susdit; ces médecins et dentiste seront rétribués par le gouvernement, de qui ils relèveront.

3 — Les dites Dames Religieuses seront soumises et sujettes aux lois de cette Province, au sujet desdites Écoles de Réforme et d'Industrie.

4 — Dans les cas de désertion des enfants confiées à leur garde, les Dames Religieuses seront tenues de les faire appréhender et de les faire revenir à leurs frais.

5 — Les dites Dames Religieuses seront tenues de fournir au Département du Secrétaire de la Province de Québec, un rapport hebdomadaire dans lequel elles donneront la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la réadmission, celle de la sortie définitive ainsi que celle du décès de chacune desdites enfants.

A défaut par lesdites Dames Religieuses de fournir ledit rapport hebdomadaire le Gouvernement aura le droit de retenir le montant représentant la pension des enfants dont les places seront restées vacantes par le fait que le rapport n'aura pas été produit au Département du Secrétaire de la Province suivant les dispositions de la présente clause, et ce, durant le terme pendant lequel ces places seront ainsi restées vacantes.

6 — Lesdites Dames Religieuses seront de plus tenues de fournir au Secrétaire de la Province des renseignements sur le placement des enfants en dehors de l'École avant l'expiration de leur terme d'internement.

7 — Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire il sera loisible aux juges des Sessions de la Paix, membres du Con-

of death to cause to be buried at their expense all the bodies which have not been claimed by their families, to teach them any work suited to their age and generally to treat the said children as well for the said reformatory school as for the said industrial school, and oblige them to work so as to give perfect satisfaction, and to fulfil the purpose for which the said schools are created.

2 — The Government shall appoint an attending physician, a dentist and a specialist for the medical care to be given to the children entrusted to the *Dames Religieuses*, as aforesaid. Such doctors Government, and shall be subject to its authority.

3 — The said *Dames Religieuses* shall fall under and be subject to the laws of this Province, with respect to the said reformatory and industrial schools.

4 — In case of the escape of children confided to their custody, the *Dames Religieuses* shall be obliged to have them apprehended and brought back at the expense of the said *Dames Religieuses*.

5 — The said *Dames Religieuses* shall be obliged to furnish to the Department of the Provincial Secretary a weekly report in which shall be given the date of entry, that of the escape, that of the temporary discharge, that of the readmission, that of the final discharge, as well as that of the death of each of the said children.

In default of the said *Dames Religieuses* furnishing the said weekly report, the Government shall have the right to retain a sum representing the board of the children whose places shall have remained vacant owing to the non-production of the report to the Department of the Provincial Secretary in compliance with the provisions of the present clause, during the time such places shall so remain vacant.

6 — The said *Dames Religieuses* shall be further bound to furnish the Provincial Secretary with information regarding the employment of children out of the school before the end of their term of detention.

7 — In addition to the persons authorized by law so to do, it shall be lawful for the judges of the Sessions of the Peace,

seil législatif et de l'Assemblée législative de la Province de Québec, membres du Conseil Exécutif ainsi qu'à l'Evêque diocésain et ses grands vicaires, de visiter en tout temps à des heures convenables, les dites Écoles ainsi tenues par lesdites Religieuses.

8 — Lesdites Dames Religieuses devront suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le Secrétaire de la Province de Québec pourront leur donner de temps à autre, pourvu que la mise à exécution de ces instructions n'ait pas pour effet d'augmenter d'une manière notable les frais d'entretien des enfants.

9 — De son côté, le Gouvernement s'oblige à payer auxdites Dames Religieuses, au bureau du Trésorier de la Province, une somme de deux cents dollars (\$200.00) par année, payable mensuellement pour chacune desdites enfants, pour le terme de sa détention à son École de Réforme, et une somme de cent soixante dollars (\$160.00) par année, payable mensuellement, pour chacune desdites enfants, pour le temps de sa détention à son École d'Industrie, les paiements devant s'effectuer entre le premier et le douzième jour de chaque mois.

10 — Le présent contrat est fait pour un terme de dix (10) années, à compter du premier avril mil neuf cent quarante-deux (1942).

11 — A défaut par lesdites Dames Religieuses d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet à toutes fins que de droit.

12 — Le présent contrat sera soumis, pour approbation, à la Législature de la Province de Québec, dans le cours de la présente session, et devra être ratifié par elle.

Signé, en duplicata

Par HECTOR PERRIER,

Secrétaire de la Province.

Sr MARIE HÉLÈNE DE LA CROIX LEGRIS,
Supérieure provinciale du Bon-Pasteur.

Vu et approuvé ce 2 mai 1942.

† JOSEPH CHARBONNEAU,
Arch. de Montréal.

members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, members of the Executive Council, as well as the Bishop of the diocese and his *Grands Vicaires* at any time to visit, at suitable hours, the said schools so kept by the said *Dames Religieuses*.

8 — The said *Dames Religieuses* shall follow the instructions which the inspectors of Asylums and Prisons and the Provincial Secretary of Quebec may give them at any time, provided that the carrying out of such instructions does not have the effect of increasing in any marked manner the cost of maintenance of the children.

9 — On its part, the Government binds itself to pay to the said *Dames Religieuses*, at the office of the Provincial Treasurer, the sum of two hundred dollars (\$200.00) per annum, payable monthly, for each of the said children, for the period of her detention in its reformatory school, and the sum of one hundred and sixty dollars (\$160.00) per annum, payable monthly, for each of the said children, for the period of her detention in its industrial school, the payments to be made between the first and the twelfth day of every month.

10 — This contract is made for a period of ten (10) years, to be computed from the first of April, nineteen hundred and forty-two (1942).

11 — In default by the said *Dames Religieuses* to carry out the clauses and conditions above stipulated, this contract shall be null and void for all legal purposes.

12 — This contract shall be submitted for approval to the Legislature of the Province of Quebec, during the present session, and be ratified by it.

Signed in duplicate.

by HECTOR PERRIER,

Provincial Secretary.

Sr. MARIE HÉLÈNE DE LA CROIX LEGRIS
Provincial Superioress of the Bon-Pasteur.

Seen and approved the 2nd of May, 1942.

† JOSEPH CHARBONNEAU,
Arch. of Montreal.